



Résumé exécutif

L'égalité de genre et la crise climatique: où en sont les engagements internationaux?

Base de référence de l'ambition des décisions du G7, du G20 et de la CCNUCC

Brianna Craft, Amy Cano Prentice, Fatlum Zeka et Donya Khosravi

Juin 2025

Messages principaux

L'érosion de normes qui se trouvent à la base de l'égalité de genre et la résurgence de stratégies et de discours qui diffèrent une action climatique concrète menacent la prospérité à long terme.

Le G7, le G20 et la CCNUCC reconnaissent que la crise climatique affecte les femmes de manière disproportionnée et que l'action climatique doit intégrer une perspective de genre. Les dirigeants mondiaux conviennent également que la participation pleine, significative et égale des femmes à la prise de décision sur le climat est vitale.

Les engagements internationaux sur le nexus entre l'égalité de genre et le climat varient considérablement. La CCNUCC aborde le plus grand nombre de secteurs liés au climat ; le G7 est le leader sur les questions de genre, accordant une attention particulière aux femmes et aux filles dans toute leur diversité, ainsi qu'aux personnes LGBTQIA+.

Cette analyse permet d'établir une base de référence pour suivre les progrès futurs et les contrecoups en matière d'égalité de genre et d'action climatique dans le cadre des processus multilatéraux.

ODI Global encourage les lecteurs à reproduire le matériel pour leurs propres publications, à condition que celles-ci ne soient pas utilisées à des fins commerciales. ODI Global demande à être dûment cité et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de faire un lien vers la ressource initiale sur le site de ODI Global. Les opinions présentées dans cet article sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de ODI Global ou de nos partenaires.

© ODI Global 2025

Cet document est sous licence CC BY-NC-ND 4.0.

Comment citer ce document : Craft, B., Cano Prentice, A., Zeka, F. et Khosravi, D. (2025) « L'égalité de genre et la crise climatique : où en sont les engagements internationaux ? » Note d'information de ODI Global. Londres : ODI Global (<https://odi.org/en/publications/gender-equality-and-the-climate-crisis-where-do-international-commitments-stand/>).

Remerciements

Les auteures remercient leurs collègues de ODI Global pour leur soutien dans l'élaboration de cette note d'information. Nous sommes particulièrement reconnaissants à Sarah Colenbrander, Ayesha Khan et Sandra Pepera pour leur direction. Hannah Murray a apporté son soutien à la communication et à la publication. Jo Fottrell a apporté son soutien éditorial.

Nous remercions également l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO) pour son travail, et plus particulièrement son *Gender Climate Tracker* (<https://genderclimatetracker.org/>), qui recense les références à l'égalité de genre dans les négociations des Nations unies sur le changement climatique. Notre recherche bénéficie de cette ressource et s'appuie sur ses conclusions.

Nous remercions Debbie Hillier et l'équipe de WEDO pour leurs précieux commentaires et leur examen par les pairs.

Enfin, nous remercions la Fondation Chanel dont le partenariat rend cette recherche possible.

À propos des auteures

Brianna Craft est associée principale de recherche au sein du programme de ODI Global sur le climat et la durabilité.

Amy Cano Prentice est chargée de recherche principale au sein du programme Climat et développement durable de ODI Global.

Fatlum Zeka est chargée de recherche au sein du programme de développement et de finances publiques de ODI Global.

Donya Khosravi est chargée de recherche au sein du programme Climat et développement durable de ODI Global.

Résumé

À ce jour, les efforts déployés pour mettre en œuvre l'Accord de Paris nous mettent sur la voie d'un réchauffement climatique de 2,7°C et d'impacts d'un degré extrême (CAT, 2024). Ces changements auront un impact les femmes et les filles de manière disproportionnée ; encore aggravée par la suppression des droits des femmes et des filles et par le fait qu'un nombre croissant d'entre elles vivent dans la pauvreté ou en contexte de conflit. Un réchauffement de 2,7°C est bien supérieur au niveau auquel les pays se sont engagés dans le cadre de l'Accord de Paris — un accord qui est le fruit de décennies de coopération internationale au sein et en dehors des Nations Unies, et le cadre juridiquement contraignant dans lequel les pays continueront à travailler pour réduire les émissions.

Cette année 2025 est un moment important pour évaluer la position des engagements internationaux sur le nexus entre l'égalité de genre et les ambitions climatiques. La montée des tensions géopolitiques et des conflits menace la coopération internationale, sans laquelle les pays ne peuvent lutter efficacement contre la crise climatique et l'aggravation des inégalités de genre. C'est la date limite pour la prochaine série de contributions déterminées au niveau national (CDN). Elles sont le moyen principal par lequel les pays communiquent leurs plans climatiques dans le cadre de l'Accord de Paris. Les engagements des pays ayant des responsabilités historiques en matière de réduction des émissions et de financement de la lutte contre le changement climatique seront passés au crible, de même que ceux des États fortement émetteurs.

Cette note d'information examine les engagements liés au nexus entre le genre et le climat, c'est-à-dire les promesses qui conjuguent les efforts en matière d'égalité de genre et les objectifs climatiques. Nous analysons les accords conclus entre 2022 et 2024 dans trois forums : le Groupe des Sept (G7), un groupe d'émetteurs historiques de gaz à effet de serre ; le Groupe des 20 (G20) qui inclut les plus grandes économies du monde ; et les décisions universelles prises dans le cadre des négociations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'établissement d'une base de référence permettra aux gouvernements progressistes et aux organisations de recherche et de la société civile de mieux suivre les progrès et les contrecoups dans les années difficiles qui s'annoncent. Au cours des cinq prochaines années, ODI Global suivra l'évolution et rendra compte des progrès réalisés par rapport à cette base de référence.

Quatre thèmes sont ressortis de notre analyse de référence. Au sein du G7, du G20 et de la CCNUCC, les résultats formulent des points communs en ce qui concerne :

- 1) la formulation d'un nexus entre l'égalité de genre et le changement climatique*
- 2) une participation égale à la prise de décision en matière de climat*
- 3) des politiques climatiques tenant compte de la dimension de genre*
- 4) un financement climatique tenant compte de la dimension de genre.*

La CCNUCC fixe la barre d'ambition en considérant le plus grand nombre de secteurs en matière de climat. En comparaison, le G7 place la barre très haut en matière d'ambition de genre, avec des engagements qui prennent en compte les femmes et les filles dans toute leur diversité, ainsi que les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres, queers, intersexuées et asexuées (LGBTQIA+). En accord avec sa responsabilité historique, le G7 obtient les meilleurs résultats en ce qui concerne les engagements assortis d'un calendrier, soutenus et suivis, visant le nexus entre l'égalité de genre et le climat. Les résultats du G20 sont ceux qui font référence au nexus entre genre et climat le moins souvent. Les références se trouvent en grande partie dans les résultats relatifs au genre plutôt qu'à ceux relatifs au climat.

Le véritable défi, cependant, est la mise en œuvre. Les engagements pris dans le cadre de ces forums et les perspectives de progrès futurs sont menacés par deux aspects : premièrement, l'érosion accélérée des normes mondiales de droits humains liées au genre, qualifiée de « gâchis de normes » (Sanders, 2018) ; deuxièmement, la résurgence de stratégies et de discours qui ralentissent une action climatique concrète, ou « climate delayism ». Le G7 se dit très préoccupé par le récent recul des droits des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA+ en cette période de crise (G7, 2024a), et l'une des conséquences immédiates est que les engagements déjà pris ne seront pas mis en œuvre. Les discours politiques sont importants, mais les réalités matérielles de la mise en œuvre de cet ordre du jour le sont tout autant. La manière dont les ressources matérielles destinées à soutenir l'action pour l'égalité de genre et du climat seront identifiées, contrôlées, mesurées et mises à l'échelle suscite également de vives inquiétudes.

Il sera essentiel de créer de nouvelles coalitions bien informées pour contrer les contrecoups au sein des institutions multilatérales, en s'appuyant sur les organisations féministes de la société civile qui entreprennent et financent déjà des travaux cruciaux dans ce

domaine. Ces groupes devront demander aux dirigeants de rendre compte des engagements existants (comme ceux du G7) et faire avancer les actions attendues (comme l'adoption d'un nouveau plan d'action pour l'égalité de genre lors de la 30e conférence des parties, COP30). Ils devront également pousser les dirigeants à adopter des engagements assortis d'un calendrier, soutenus et suivis dans les espaces multilatéraux. Nos résultats servent de base de référence pour évaluer collectivement les progrès, ainsi que les degrés de gâchis de normes et de *climate delayism*, dans les futures négociations multilatérales.

